



# ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

## rémunérations

Question au Gouvernement n° 504

### Texte de la question

#### POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

M. le président. La parole est à M. Gérard Darmanin, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Gérard Darmanin. Ma question s'adresse à M. le Premier ministre : je suis sûr que, là où il se trouve, il nous entend. (*Sourires sur les bancs du groupe UMP.*) Je ne m'adresse pas seulement à M. le Premier ministre, mais aussi à l'ensemble du Gouvernement. Depuis huit mois, vous avez aggravé le mécontentement des Français. Le mécontentement des salariés, d'abord, à qui vous avez retiré du pouvoir d'achat en revenant sur la défiscalisation des heures supplémentaires. Le mécontentement des familles, ensuite, en soutenant un projet de loi qui divise la France et dont elle n'a aujourd'hui pas besoin. Le mécontentement des contribuables, enfin, et notamment des retraités, en créant ou augmentant vingt-cinq taxes et impôts. (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe UMP.*)

Plusieurs députés du groupe UMP. Très bien !

M. Gérard Darmanin. Les Français l'ont compris : votre déclaration d'amour était une déclaration d'impôts ! (*Sourires et applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Aujourd'hui, ce sont les fonctionnaires qui sont en colère. M. Peillon, après avoir voulu légaliser le cannabis, a réussi ce tour de force, pour un ministre socialiste...

M. Jean Glavany. Respire !

M. Gérard Darmanin. ...de l'éducation nationale, de mettre les instituteurs dans la rue. Aujourd'hui les fonctionnaires sont en colère, car vous refusez de revaloriser leur rémunération. Vous serez responsable de la paupérisation de la fonction publique (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC*) car vous n'avez pas le courage de maîtriser les effectifs ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - Huées sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. S'il vous plaît, chers collègues de la majorité, laissez parler l'orateur ! Monsieur Roman, monsieur Martin, laissez-le s'exprimer !

M. Gérard Darmanin. Sur ce projet comme sur bien d'autres, quand tiendrez-vous vos promesses envers les fonctionnaires et envers tous les Français ? Méditez cette phrase de Charles Péguy : " le triomphe des démagogues est passager ". Il faut avouer, effectivement, que celui de l'irresponsabilité est efficacement, définitivement résolu. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Plusieurs députés du groupe SRC. Vous pataugez ! Cela ne veut rien dire !

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué chargé du budget. (*Vifs applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Jérôme Cahuzac, *ministre délégué chargé du budget*. Monsieur le député, j'ai cru comprendre, en écoutant votre question, que peu de politiques menées par ce gouvernement trouvent grâce à vos yeux.

M. Bernard Deflesselles. C'est vrai !

M. Jérôme Cahuzac, *ministre délégué*. Pour justifier ce jugement, vous n'hésitez pas à manier le paradoxe. Vous nous reprochez à la fois d'augmenter les impôts et d'être démagogues : comme si augmenter les impôts avait vocation à être populaire ! (*Sourires.*) Vous nous reprochez de ne pas poursuivre la politique que vous avez menée à l'égard de la fonction publique, alors même que, précisément, la politique que nous menons était espérée par les agents des trois fonctions publiques : d'État, territoriale et hospitalière ! (*Exclamations sur les*

*bancs du groupe UMP.)*

J'en veux pour preuve la satisfaction de l'ensemble de ces agents, et notamment de ceux de la fonction publique d'État, quand il a été enfin mis un terme à la révision générale des politiques publiques (*applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste, GDR et RRDP*), dont vous avez artificiellement gonflé le bénéfice pour les finances publiques. En réalité, une chose est certaine : vous avez désorganisé la fonction publique, pour un bénéfice en termes d'économies budgétaires tout à fait marginal. Je vous renvoie sur ce point au rapport particulièrement critique de la Cour des comptes, notamment sur le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite.

M. Élie Aboud. Quel culot !

M. Sylvain Berrios. Avec vous, c'est deux fonctionnaires sur trois !

M. Jérôme Cahuzac, *ministre délégué*. Bref, vous nous reprochez de ne pas avoir fait en huit mois ce que vous n'êtes pas parvenus à faire en dix ans. Tout compte fait, vous espérez beaucoup de nous ; c'est à se demander si, au fond, vous n'avez pas voté pour le Président de la République ! Car je suppose qu'une telle confiance dans la majorité et le Gouvernement a été précédée par des actes politiques en notre faveur.

M. Philippe Vigier. Vous nagez complètement !

Mme Catherine Vautrin. Cela n'a aucun sens !

M. Jérôme Cahuzac, *ministre délégué*. Cessez donc, monsieur le député, de manier le paradoxe et attendez de voir les résultats de la politique que nous menons. Nous redressons ce pays, qui en avait bien besoin après dix ans d'incurie et d'erreurs politiques majeures. La France retrouve sa voix en Europe, et ce n'est pas grâce à vous ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste et RRDP et sur quelques bancs du groupe GDR.*)

## Données clés

**Auteur :** [M. Gérald Darmanin](#)

**Circonscription :** Nord (10<sup>e</sup> circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 504

**Rubrique :** Fonctionnaires et agents publics

**Ministère interrogé :** Budget

**Ministère attributaire :** Budget

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [6 février 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [6 février 2013](#)